

## Les plus belles réussites de la Convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT)

Depuis son entrée en vigueur en 2005, la CCLAT a été adoptée dans le monde entier. Ratifié par 172 Parties (au 10 mai 2011) qui représentent 87 % de la population mondiale, ce traité des Nations Unies connaît une très belle réussite. Comme l'explique le présent document, la mise en œuvre des mesures spécifiques de la CCLAT a institué une véritable révolution mondiale en matière de lutte antitabac. Par conséquent, la mise en œuvre du traité à grande échelle par toutes les Parties permettrait de diminuer de manière significative le nombre de décès liés au tabac. La FCA appelle les États membres des Nations Unies à encourager une mise en œuvre accélérée de la CCLAT lors du Sommet sur les MNT qui aura lieu les 19 et 20 septembre 2011.

### Ukraine : adoption récente des mises en garde graphiques

En 2000, le Canada était le premier pays à utiliser des mises en garde sous forme d'illustrations graphiques. Au mois de mai 2011, pas moins de 41 nations/juridictions ont mis en place des mesures imposant la présence de ce type d'avertissements et de nombreux autres suivent leur exemple.



Étiquette de mise en garde en Ukraine

L'Ukraine est l'une de ces 41 nations. En octobre 2012, les paquets de cigarettes vendus sur ce territoire intégreront des mises en garde sous forme d'illustrations graphiques, comme le prescrit la CCLAT.

(L'Ukraine a ratifié la CCLAT en juin 2006.)

Ces mises en garde remplaceront les étiquettes actuelles sous forme de texte et couvriront 50 % du dos des emballages tandis que la moitié de l'avant sera recouvert par un avertissement comprenant le texte « Fumer tue ».

Des études montrent que des étiquettes de mise en garde efficaces permettent de faire connaître davantage les risques associés au tabagisme et peuvent influencer les futures décisions concernant l'usage du tabac. Les étiquettes de mise en garde de grande taille et sous forme d'illustrations graphiques peuvent motiver les fumeurs à arrêter le tabac, dissuader les non-fumeurs de commencer à fumer et les anciens fumeurs de recommencer. En outre, les gouvernements peuvent instaurer à moindres frais ces avertissements, dont les fabricants de tabac doivent prendre en charge les coûts d'impression.

### Chandigarh : une ville sans tabac

Depuis 2005, les lois d'interdiction totale de fumer ont également fleuri. Aujourd'hui, plus de 60 pays ont adopté des législations strictes ou exhaustives en la matière à l'échelle locale ou nationale.

Le 15 juillet 2007, l'administration du territoire de l'union de Chandigarh a fait de cette agglomération la première ville sans tabac d'Inde, même si la loi

### Les principales étiquettes d'Uruguay remises en question

L'Uruguay a voté les lois antitabac les plus strictes au monde, notamment des mises en garde sous forme d'illustrations graphiques qui couvrent 80 % des paquets de cigarettes. Ces politiques ont engendré l'une des baisses les plus spectaculaires de la prévalence du tabagisme jamais enregistrée. En effet, le taux d'adultes fumeurs est passé de 33 % en 2006 à 25 % en 2009.

En 2010, le géant du tabac Philip Morris International (PMI) a remis en question les mises en garde sanitaires sous forme d'illustrations graphiques proposées par l'Uruguay ainsi que d'autres mesures de lutte antitabac au prétexte que ces politiques violaient le traité de protection des investissements ratifié en 1988 entre l'Uruguay et la Suisse, pays où PMI est implanté.

En novembre 2010, la Conférence des Parties à la CCLAT, qui se tenait en Uruguay, a adopté la déclaration de Punta del Este en indiquant son inquiétude envers les efforts déployés par l'industrie du tabac visant à saper ou à dénaturer les politiques de lutte antitabac des gouvernements.

concernant les cigarettes et les autres produits du tabac votée quatre ans auparavant incluait déjà des dispositions en la matière.

La société civile a mené une campagne active à Chandigarh afin de demander l'application de cette législation. Dans ce but, elle a opté pour une stratégie double, à savoir sensibiliser le public, d'une part, et entreprendre une action en justice, d'autre part, visant à inciter les autorités locales à agir.

Quelques mois avant la déclaration, la société civile s'est associée à la municipalité afin de dévoiler les étapes finales de l'opération, notamment autoriser la police à pénaliser les infractions sur-le-champ, garantir l'affichage des mises en garde dans les lieux publics et instaurer la cellule de lutte antitabac de Chandigarh (Chandigarh Tobacco Control Cell ou CTCC). En regroupant des représentants de l'administration, de la police, de la société civile et des médias, la CCLAT avait pour tâche de superviser, de contrôler et d'appliquer les politiques de lutte antitabac.

Prise de court, l'industrie du tabac a essayé d'annuler la déclaration. Or, grâce à un soutien massif à la CCLAT, cette dernière a été maintenue. En 2009, la société civile a découvert que l'interdiction de fumer était respectée à 94 % dans les espaces publics fermés et à 82 % dans tous les espaces publics confondus. Pour en savoir plus, consultez le site Web [Smoke-Free Chandigarh](#) ou lisez l'[étude de cas](#) de l'Union.

L'exposition au tabagisme passif a causé 603 000 décès dans le monde entier en 2004, selon des chercheurs universitaires et de l'OMS<sup>1</sup>. De nombreuses études, notamment celle effectuée en 2006 par l'US Surgeon General, ont mis au jour des preuves suggérant une relation entre l'exposition des enfants au tabagisme passif et les infections de l'oreille.

En janvier 2011, des chercheurs d'Harvard School of Public Health et du Research Institute for a Tobacco Free Society en République d'Irlande ont démontré que les enfants dont les parents ou l'entourage fument sont davantage susceptibles de développer des infections de l'oreille interne par rapport aux enfants qui vivent dans des foyers sans tabac.

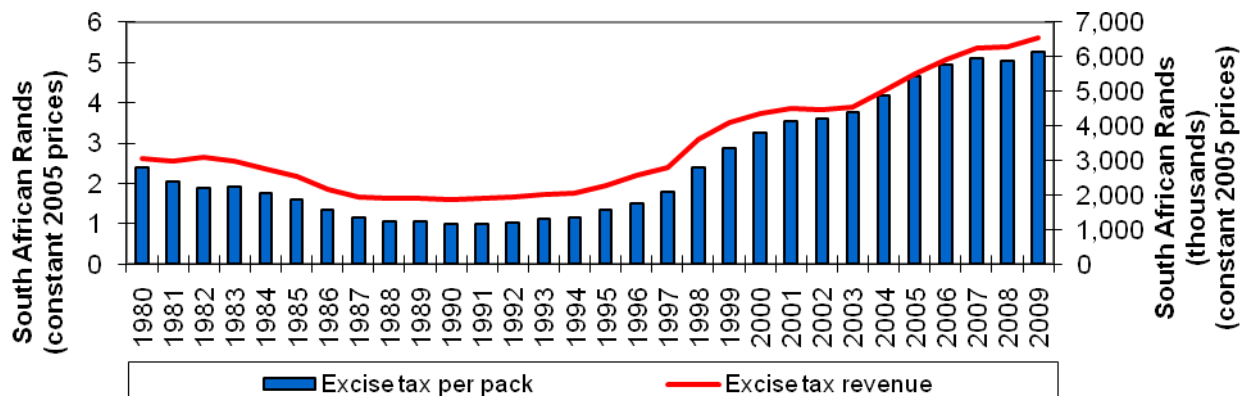
### **L'Afrique du Sud : des taxes sur le tabac rentables**

De bonnes politiques de taxation du tabac sont largement susceptibles d'encourager les fumeurs à arrêter de fumer et de dissuader les jeunes de commencer, tout en entraînant une augmentation considérable des recettes fiscales. Parmi toutes les mesures antitabac existantes, celle de la taxation est probablement, à elle seule, la plus efficace pour réduire rapidement la consommation de tabac.

Examinons l'exemple de l'Afrique du Sud. Comme l'indique le schéma ci-dessous, les taxes sur le tabac instaurées dans ce pays ont entre 1980 et 1991 reculé en valeur réelle, ajustée en fonction de l'inflation, et les recettes fiscales ont diminué. Or, depuis 1991, le gouvernement sud-africain a mis en œuvre des politiques qui ont engendré une hausse des taxes sur le tabac. Cela s'est traduit par une croissance constante des recettes fiscales, qui ont plus que doublé depuis 1991.

---

<sup>1</sup> *Lancet*. 8 janvier 2011 ; 377(9760):139-46.



Des études menées à l'échelle nationale à la demande de l'Initiative Bloomberg pour la réduction du tabagisme ont mis en évidence des résultats non moins remarquables. Par exemple, en Chine, une majoration des taxes portant l'incidence fiscale sur le prix des cigarettes à 68 % pourrait sauver pas moins de 13,7 millions de vies et le relèvement de la taxe jusqu'à 68 % du prix pourrait générer au moins 16 milliards de dollars américains par an, soit plus que le produit intérieur brut d'au moins 80 pays.